

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche

Valence, le 4 mars 2026

Plateau de Lautagne

3 Avenue des Langories

26000 Valence

ud-da.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2025

### **Contexte et constats**

publié sur 

#### **BONTOUX**

583, route du col de Peyruergue

26170 Saint-Auban-sur-l'Ouvèze

Références : 20260304-RAP-DAEN0284

Code AIOT : 0010300132

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2025 dans l'établissement BONTOUX implanté 583, route du col de Peyruergue Quartier Aguzon 26170 Saint-Auban-sur-l'Ouvèze.

Cette visite a été réalisée dans le cadre de l'instruction de l'étude de dangers remise en mars 2020.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BONTOUX
- 583, route du col de Peyruergue Quartier Aguzon 26170 Saint-Auban-sur-l'Ouvèze
- Code AIOT : 0010300132    Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société BONTOUX est spécialisée dans l'extraction de matières premières aromatiques. La production est réalisée grâce à des procédés de distillation et d'extraction (eau/vapeur/solvants, distillation moléculaire, CO2 supercritique).

Dotée de plusieurs sites de production dans le monde, les ventes à l'international représentent 90 % et visent la parfumerie, les arômes et la cosmétique/aromathérapie.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 14 octobre 2004. La société emploie environ 110 personnes.

**Thèmes de l'inspection :** Risque incendie

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);

- soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
6	Etat des stocks - situation administrative	Code de l'environnement du 14/10/2011, article L511-2	Demande d'action corrective	7 Jours
8	Mesures de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	6 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Rétention, confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article 4.8.4 et 6.3
2	Mise à la terre des éléments métalliques	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article 6.1.6
3	Formation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
4	Procédures	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article 6.2.3
5	Maintenance et vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article 6.2.5
7	Travaux foudre	Code de l'environnement du 04/10/2010, article 20


## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'exploitant réalise les investissements prévus pour la maîtrise des risques de son établissement.


Son organisation, en grande partie internalisée, est robuste.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rétention, confinement des eaux d'extinction incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article 4.8.4 et 6.3	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels    Enseignements tirés de l'accidentologie	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 4.8.4  Toutes les dispositions matérielles et opérationnelles doivent être prises pour confiner les eaux d'extinction d'un incendie susceptible d'être polluées.  Article 6.3  Chaque réservoir ou ensemble de réservoir ou de récipients doit être associé à une cuvette de rétention étanche qui devra être maintenue propre.	
<b>Constats :</b>  Les travaux planifiés pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie ont été poursuivis : <ul style="list-style-type: none"><li>- nouveau bassin de confinement de 3 300 m<sup>3</sup>,</li><li>- zones étanchéifiées autour des bâtiments M, B, C, D et E, F, G, H, déjà constatées lors de l'inspection du 7 novembre 2003,</li><li>- travaux autour du bâtiment A, A prime, finalisés fin 2025 (point validé après l'inspection).</li></ul> Des vannes automatiques et manuelles permettent de fermer ou ouvrir les accès vers le bassin de rétention. Elles sont testées régulièrement par les équipiers de première intervention. Des barrières écluses sont installées à proximité des portes des bâtiments.  L'exploitant a effectué un exercice grandeur nature avec les pompiers de 5 casernes différentes le 16/12/2025 (point vu après l'inspection) où ils ont pu constater la bonne rétention des eaux d'extinction d'incendie de cette zone.  <b>Des travaux (dos d'âne et automatisation des vannes d'obturation) doivent encore être réalisés pour orienter les eaux et déversements accidentels depuis le bâtiment K (dédié principalement à la logistique, sans stockage permanent). Ces travaux ne sont pas encore planifiés.</b>	
<b>Respect de la prescription :</b>	

## N° 2 : Mise à la terre des éléments métalliques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article 6.1.6	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Enseignements tirés de l'accidentologie	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables ou explosibles sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.	
<b>Constats :</b>  Lors du contrôle sur site, les mises à la terre ont bien été observées dans l'ensemble des appareils métalliques situés en zone ATEX.	
<b>Respect de la prescription :</b>	

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

**Thème(s) :** Risques accidentels      Enseignements tirés de l'accidentologie

**Prescription contrôlée :**

Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.

A.

- L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

[...]

- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

**Constats :**

Dans son étude de dangers, l'exploitant a étudié l'accidentologie liée à son secteur d'activité et il a identifié parmi les enseignements l'importance de la formation et de l'information du personnel pour limiter les risques d'erreur humaine, en particulier pour le stockage de liquides inflammables et les chaufferies au gaz.

Cet enseignement est pris en compte dans l'organisation de l'entreprise.

L'ensemble du personnel suit des formations lors de la prise de poste :

- formation "risques" adaptée au poste

- culture HSE

- règles de sécurité

- risques spéciaux liés au poste

Pour certains postes (ex : poste de nuit), des formations approfondies, de niveau 1, 2 et 3 ont été définies.

Le service des ressources humaines suit le parcours de formation initiale et les dates de recyclage pour l'ensemble des formations internes et externes.


Une formation d'équipiers de première intervention a été dispensée à une quarantaine de personnes, des services de production et des services administratifs. Ils ont comme objectif de pouvoir intervenir et organiser les secours en attendant l'arrivée du SDIS dont la caserne est située à 25 km du site.

L'inspection a pu valider par sondage auprès du service des ressources humaines la formalisation des formations de prise de poste et le plan de formation et de suivi des dates de recyclage.

**Respect de la prescription :**



#### N° 4 : Procédures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article 6.2.3	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Enseignements tirés de l'accidentologie	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les opérations dangereuses font l'objet de consignes écrites, mises à disposition des opérateurs. Ces consignes traitent de toutes les phases des opérations (démarrage, marche normale, arrêt de courte durée ou prolongée, opération d'entretien).	
<b>Constats :</b>  Dans son étude de dangers, l'exploitant a étudié l'accidentologie de son secteur d'activité et il a identifié parmi les enseignements, l'importance des procédures de travail, en particulier pour le stockage de liquides inflammables et les chaufferies au gaz.  Par sondage, l'inspection a contrôlé : <ul style="list-style-type: none"><li>- la procédure de démarrage sur colonne de rectification (dernière mise à jour le 26/09/2019),</li><li>- la procédure de démarrage de la chaudière (dernière mise à jour le 29/04/2024).</li></ul> Les procédures sont opérationnelles, elles sont accessibles depuis l'ERP de l'entreprise.  L'organisation interne prévoit une révision et une validation de l'ensemble des procédures tous les 3 ans.	
<b>Respect de la prescription :</b>	



## N° 5 : Maintenance et vérifications périodiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article 6.2.5

**Thème(s) :** Risques accidentels      Enseignements tirés de l'accidentologie

**Prescription contrôlée :**

Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet de vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.

**Constats :**

L'inspection a consulté les vérifications périodiques des détecteurs de gaz et de solvants et des détecteurs incendie.

Ces contrôles sont réalisés tous les ans par des organismes extérieurs, en charge de la maintenance. Les détecteurs gaz sont calibrés selon la LIE du produit le plus pénalisant. L'exploitant a mis en place des règles d'alertes et de mise en sécurité selon les seuils atteints.

Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté par sondage la présence des détecteurs en position basse, l'exploitant a indiqué que les gaz susceptibles d'être détectés étaient des gaz lourds.

**Respect de la prescription :**



**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 14/10/2011, article L511-2

**Thème(s) :** Situation administrative      Etat des stocks et situation administrative

**Prescription contrôlée :**

Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.

**Constats :**

L'exploitant est autorisé à exploiter les installations listées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral daté du 14 octobre 2004.

L'exploitant a porté à la connaissance de l'administration en mars 2020 la mise à jour de son étude de dangers et les listes et quantités de produits stockés dans chaque bâtiment selon les rubriques de la directive SEVESO 3 (et au regard des quantités autorisées en 2004). Les quantités entreposées actuellement sont moins importantes que les quantités entreposées en 2004, à l'exception du bâtiment H (81 tonnes de liquides inflammables et de produits dangereux pour l'environnement dans un ancien atelier de maintenance).

Un arrêté complémentaire sera proposé à l'issue de l'instruction de l'étude de dangers avec une mise à jour des rubriques selon la directive SEVESO 3.

L'exploitant suit en temps réel l'état détaillé de ses stocks, par rubrique ICPE et par localisation.

L'inspection a vérifié la cohérence entre les quantités maximum indiquées dans l'étude de dangers de mars 2020 et les quantités présentes sur site.

Le cumul des quantités dangereuses pour l'environnement est inférieur au seuil bas SEVESO au jour de l'inspection.

La quantité de produits classés 4511 (dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2) dépasse la quantité déclarée dans l'étude de dangers : 104,78 tonnes (62,9 tonnes prévues dans l'étude de dangers).

Pour éviter cette situation, l'exploitant déporte son stock de marchandise dangereuse dans un entrepôt dédié de la région lyonnaise. Cette logistique est gérée de manière hebdomadaire.

Compte tenu des risques d'effet domino entre les bâtiments H et E (stockages et assemblages des huiles essentielles), l'inspection a vérifié en particulier l'état des stocks de ces bâtiments. Les quantités

de stockage dans le bâtiment H sont respectées.

Contrairement à ce qui était prévu dans l'étude de dangers, il reste des stockages dans le bâtiment I. Un petit stockage d'une tonne est présent dans le bâtiment P.

L'exploitant prévoit un nouveau projet d'entrepôt de stockage à Saint-Auban-sur-l'Ouvèze qui permettrait de pallier les problèmes récurrents de stockage de produits dangereux au delà des quantités autorisées sur le site historique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans l'attente de la construction du nouveau local de stockage, l'exploitant doit être vigilant au respect des quantités de matières dangereuses stockées sur son site.

Il doit aussi limiter la présence de produits dangereux dans les bâtiments I et P.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 Jours

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 04/10/2010, article 20

**Thème(s) :** Risques accidentels      Foudre

**Prescription contrôlée :**

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 , pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

**Constats :**


Les travaux de protection contre la foudre ont été terminés le 17 octobre 2024.

La vérification annuelle a été faite le 9 octobre 2025. Le vérificateur a constaté une non conformité sur une tuyauterie de gaz reliée à la chaudière du bâtiment K. Celle-ci n'est pas utilisée pour le moment et l'exploitant a contacté l'entreprise FRANKLIN pour remédier à cet écart dans les plus brefs délais.

**Respect de la prescription :**



## N° 8 : Mesures de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      mesures de sécurité		
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.		
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les travaux permettant une séparation REI entre les bâtiments E et H. Ces travaux sont terminés depuis le 10 février 2024.  Deux passages avec porte coupe-feu permettent le transfert de fûts entre les deux bâtiments, l'un en partie basse et l'autre au niveau de la mezzanine.  Lors de l'inspection, le passage de la porte coupe-feu en partie basse n'était pas libre.    Les travaux d'évacuation des fumées décrits dans l'étude de dangers dans le bâtiment M étaient prévus le 18 décembre 2025 mais ils n'ont pas été réalisés suite à un contentieux avec le prestataire. L'exploitant prévoit de rechercher un nouveau prestataire.    Une détection incendie était prévue dans le bâtiment D' dans l'étude de dangers. Cette détection n'a pas été mise en place mais le bâtiment reste ouvert et il n'accueille plus de stockage, hormis de la sauge. L'inspection proposera dans son arrêté préfectoral complémentaire de prescrire l'interdiction de stocker des produits dangereux dans le bâtiment D'.    Le DRPCE a été actualisé en 7 novembre 2023. Il recense l'ensemble des zones ATEX du site.		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit mettre en place une organisation permettant de garantir le passage libre des portes coupe-feu permettant la résistance REI 120 entre les bâtiments E et H.  Les travaux d'installation des trappes de désenfumage des bâtiments H et M doivent être finalisés sous 6 mois.		
<b>Respect de la prescription :</b>		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b>		Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b>		6      Mois